

capitalisation
des expériences PSE

en vue du PNPSE

Pourquoi l'étude ?

historique

- 2016 atelier capitalisation
-> *recommandation : mettre en place un cadre PSE (politique)*
- 2017 comité technique restreint pour le PNPSE
-> *feuille de route établie*
-> *questionnements : Objectifs ? Orientations ? rôle de l'administration ?*

le mandat (20 jours)

- * Finalité : Accompagner l'administration à préciser sa démarche en prenant en compte les attentes des différents acteurs
- * Process : 6 ateliers thématiques, capitalisation des leçons apprises

8 Domaines de réflexions

0 Cadre (règlementaire, institutionnel)

PSE PILOTE

1 Préparation

2 Négociation

3 Contrat /
Gouvernance

4 Fonctionnement

5 Suivi

6 Quel démarche pour un cadre « réaliste » PSE ?

7 Quel rôle pour l'administration?

partie 1 - analyse

- plutôt prospective

car basée sur uniquement 6 expériences, non cloturées

- orientée sur les points marquants

car non exhaustive (juste les ateliers)

leçons apprises— points saillants

- Charte Environnement : privilégie l'approche pollueur payeur, et non l'utilisateur payeur
- COAP : plutôt compensation (art 45)
- PolFor : comme un outil de financement (axe 3.3), à travers une approche paysage
- SPANB : en tant que financement durable (volet E) à travers la valorisation des services
- REDD+ : paiement pour service aux forêts (décret en cours)
- RPF : pour la mobilisation de ressources (axe 4)
- PNEDD, PEDD : *PSE est un axe central*
Approche (OS4) : identification, modèle test, mise à l'échelle (page 41 à 50)

- Eau (note SEPAH 2012, code de l'eau)
 - Surtaxe uniquement pour la commune (maitre d'ouvrage)
- AEP (LP bvpi , politique agricole, politique pêche, politique élevage)
 - Pas de PSE. Engagement MECIE uniquement
- Mine (code)
 - Focus MECIE uniquement

- DPPE puis DMFDPSE traduit une volonté politique *mais avec des ressources insuffisantes (VS ambitions)*
- Administration :
focus sur l'approche réglementaire (VS approche incitative)
- Superposition de compétence
 - Gestion des ressources et mobilisation de financement dans DGF, mécanisme et outil financier PSE dans DGE

Les réflexions

- Projet de Décret (2012) d'opérationnalisation du FFN
- Etudes FNUF 2018
fonds PSE (unique pour le secteur), financé par une assiette domestique
- Etudes RPF 2019 (en cours)
réflexion similaire à l'études FNUF, et prospection du schéma institutionnel
- Fonds Carbone (en cours) comme un trustee (*gestionnaire fiduciaire des revenus carbone, s'appuyant sur la planification prévue par le SNREDD*)

La mise en place d'une assiette domestique PSE , issue d'autres secteurs, semble « difficile » :

secteurs et ressources multiples, PSE comme outil, services cibles peu précis, pas de programme en appui ...

REUSSI

- MECIE
 - application de la loi charte (art 10). Conditionnalités du PE. Assiette mesurable. Gestion hors ministère
- RISTOURNE MINIERE
 - Application du code minier. Conditionnalités programme. Assiette claire. Géré par CC (hors ministère)
- FER
 - Application de la loi des finances. Conditionnalités FMI. CA et SG en dehors du ministère.

• NON réussi

- Fonds vert, surtaxe des billets d'avion
 - Négociation bloquée, car il n'y avait pas de contrepartie pour la partie transport.
Gestion par le ministère en charge Forêt uniquement

1 Approche inclusive et exhaustive

(par les organismes de recherche ou d'appui)

- Alourdie le processus, allonge les délais et donne de faux espoirs
- Introduit des dimensions extra service (pauvreté, recherche action ...) liées à leurs mandats

2 Initiation et conduite par les concernés (surtout les payeurs, en particulier le privé) donne plus de réussite

- Cas : NBM eau / ambatolampy; Communautés Eau / Andapa

1. Prix basé sur les couts d'opportunités ne fonctionnent pas
2. Plus les services offerts et achetés sont clairs, délimités, définis dans un laps de temps court (1 semaine dans d'autres pays) plus l'adhésion est réelle.

1. Gouvernance inclusive et représentative est trop lourde ,
et ne fonctionne pas avec le secteur privé
2. Contrat multi acteur sous seing privé n'offre pas de
garantie, et donne de faux espoir

1. Cout d'approche du mécanisme élevé
(par rapport aux paiements potentiels).
2. Les Suivis sans mesures,
entraînent des suspicions, surtout au niveau des payeurs

Réflexions du consultant

Quel cadre à moyen terme ?

1. Le cadre politique du PNED est suffisant
2. L'approche réglementaire mono sectoriel ne solutionne pas les difficultés intersectorielles

Favoriser

une approche « opérationnelle »
et « le mainstreaming »

Quels axes pour l'administration ?

1. Mainstreaming intersectoriel pour faire évoluer le cadre réglementaire des autres secteurs
priorité : eau (quid biodiversité ?)
2. Mise en place d'outils d'incitation
 - Mécanisme de financement public d'une partie des coûts d'approche et de suivi.
 - Défiscalisation partielle des investissements (se baser sur le code des invest)
3. Facilitation des implémentations
 - Accélération de projet pilote, partenariat / mise en relation
 - Développement méthodologique et guides sectoriels
4. Développer un programme PSE, spécifique et moins large que le PEDD.
Il pourra être adossé à un document de stratégie (en ad hoc)

about 2019